



Grandes écoles : "taille critique" minimum exigée

LE MONDE DE L'ÉDUCATION | 10.11.09 | 13h29

Elles fusionnent et se réorganisent. Dans un paysage universitaire français en pleine évolution, les rapprochements de grandes écoles se succèdent à un rythme effréné depuis quelques mois. En avril, six écoles d'ingénieurs de Bordeaux créaient l'Institut polytechnique de Bordeaux (IPB). En juin, l'École supérieure de commerce de Lille annonçait ses fiançailles avec le CERAM, l'école de commerce de Nice. En septembre, l'INSA de Rouen décidait de fusionner avec l'ENSI Caen, une autre école d'ingénieurs. Encore plus spectaculaire, les pourparlers se sont engagés ces derniers mois entre les écoles Télécom et celles des Mines pour créer un réseau commun d'une dizaine d'écoles relevant d'un même établissement.

Avec 440 écoles (publiques ou privées) d'ingénieurs et de commerce, la France est bien pourvue en grandes écoles. Mais, elles sont pour la plupart lilliputiennes, avec en moyenne, pour les écoles d'ingénieurs, 120 ingénieurs diplômés par an. Les plus grosses, comme l'ENSAM ou les INSA, en diplôment environ 1 000 par an.

"Diplômer moins de 300 ingénieurs par an n'est pas suffisant pour supporter les frais de structure d'une école. En revanche, aller au-delà de 500 n'est pas non plus très pertinent", estime Jean-Claude Duriez, en charge des "territoires" à la Conférence des directeurs d'écoles françaises d'ingénieurs (CDEFI).

Du fait de leur petite taille, les écoles sont aussi faibles en recherche. Pour rivaliser avec les universités étrangères, *"les grandes écoles n'ont ni la masse critique en recherche, ni en volume, ni surtout en diversité disciplinaire", estimait Pierre Veltz (ancien patron des Ponts et Chaussées), en 2007, dans son essai Faut-il sauver les grandes écoles ? (les Presses de Sciences Po).*

"CRÉER UN SYSTÈME À FORTE VALEUR AJOUTÉE"

Mais ce qui a hâté les regroupements, c'est la création des pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES), censés rapprocher universités, organismes de recherche et grandes écoles. *"Cela a provoqué une prise de conscience. Pour exister à l'avenir, une seule solution s'offre à nous : se regrouper", rappelle Jean-Claude Duriez.*

Fin octobre, la CDEFI a publié une motion *"en faveur d'une politique soutenue de rassemblement d'écoles". "Les impératifs de visibilité internationale et d'attractivité conduisent à repenser le dispositif des écoles d'ingénieurs, assure Paul Jacquet, son président. Notre motion donne une ligne des avenir possibles pour les écoles." Rien n'est ici imposé.*

Dans une récente intervention à Strasbourg, Patrick Hetzel, directeur général de l'enseignement supérieur, rappelait *"quel que soit le modèle retenu [de regroupement], l'essentiel est de fédérer l'ensemble des acteurs, car si on l'impose de façon hiérarchique, le processus est voué à l'échec".*

Cet impératif est aussi rappelé par le rapport sur le devenir de l'ingénierie de Robert Chabbal, publié en 2008. Ce texte prône la création au niveau des PRES de *"collegium d'ingénierie"* rassemblant les écoles d'ingénieurs d'un même pôle : *"Il s'agira de créer un système à forte valeur ajoutée, tout en respectant l'identité de*

chacun des établissements qui vont le constituer."

De fait, plusieurs modèles de regroupements coexistent aujourd'hui. A Clermont-Ferrand, le rapport Chabbal a inspiré. *"Les cinq écoles d'ingénieurs ont décidé de créer un collegium au sein du PRES, explique Pascal Ray, directeur de l'IFMA, l'une de celles-ci. Nous l'envisageons comme un club de projets. Nous mutualisons des cours, des actions vis-à-vis des entreprises ou en matière de relations internationales."* Ce rapprochement local se conjugue avec une inscription des écoles membres du collegium dans l'un des réseaux nationaux d'écoles d'ingénieurs (Mines, Télécoms, Centrale, INSA, Polytech, etc.).

En Alsace, les huit écoles d'ingénieurs et l'Ecole de management de Strasbourg ont choisi de créer Alsacotech, un groupement d'intérêt public, *"afin d'accroître la lisibilité des écoles, mais aussi de développer des projets scientifiques communs ou des diplômes communs"*, explique Serge Neunlist, son président.

A Bordeaux, le parti pris a été de créer un grand établissement, l'Institut polytechnique (IPB). *"Les écoles restent très autonomes dans leur politique scientifique et pédagogique. L'IPB se charge de la gestion des ressources humaines, des finances ou du patrimoine immobilier, et étudie la mise en place d'une classe préparatoire intégrée"*, détaille son directeur, François Cansell.

Enfin, à Paris, le PRES Paristech serait prêt à passer à la vitesse supérieure sur un modèle confédéral. Alliées dans un premier temps pour recruter des étudiants étrangers, les douze écoles d'élite (dont Polytechnique, les Mines, Centrale, HEC, Agroparistech) qui le constituent voudraient créer, à terme, une *"université des sciences, des technologies et de management"*.

Philippe Jacqué

Article paru dans l'édition du 10.11.09

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Newsletters » Talents.fr
 » Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Voyages » RSS » Sites du
 » Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Programme » Le Post.fr groupe
 Télé

Le Monde

» Abonnez-vous au
 Monde à -60%
 » Le journal en
 kiosque



© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Index | Aide